Nations Unies A/78/248

Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2023
Français
Original : anglais

**Soixante-dix-huitième session**
Point 78 de l'ordre du jour provisoire*
**Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies**

# Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies

## Rapport du Secrétaire général

*Résumé*

Le présent rapport a été établi en application des paragraphes 31 et 32 de la résolution 77/98 de l'Assemblée générale. On trouvera dans la section II un résumé des informations communiquées par les États sur la question de savoir si leur droit interne établit leur compétence à l'égard de leurs nationaux ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. La section III présente un résumé des informations communiquées par les États touchant la suite donnée par l'État de nationalité de l'intéressé(e) à toutes allégations crédibles laissant présumer qu'une infraction pénale a été commise par tel ou tel de ses ressortissants fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies et aux questions y relatives. La section IV donne un aperçu de la coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est d'échanger des informations et de faciliter les enquêtes et les poursuites, ainsi que de la protection des victimes et des témoins tout au long de la procédure. On trouvera à la section V un résumé des informations sur la vérification des antécédents communiquées par les États Membres qui fournissent du personnel à l'Organisation des Nations Unies. La section VI donne un aperçu des observations communiquées par les États au sujet du rapport du Groupe d'experts juridiques sur la question de la responsabilité des fonctionnaires de l'ONU et des experts en mission ayant commis des infractions pénales dans le cadre d'opérations de maintien de la paix (A/60/980), notamment les mesures à prendre à l'avenir. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat.

* A/78/150.

23-13463 (F) 160823 290823

Merci de recycler

# I. Introduction

1. Établi en application de la résolution 77/98, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution, en particulier de ses paragraphes 10, 12, 13, 15, 18, 20 et 30, et des problèmes concrets rencontrés à cette occasion, en se fondant sur les informations reçues des États et du Secrétariat, le présent rapport propose un résumé des informations communiquées. Le texte intégral des communications reçues des États sera publié sur le site de la Sixième Commission (https://www.un.org/fr/ga/sixth/).

2. Des informations ont été reçues des États suivants : Bahreïn, Malaisie, Oman et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. La section II comporte les informations communiquées au sujet de la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, comme suite au paragraphe 10 de la résolution 77/98, la section III étant consacrée à celles communiquées en application des paragraphes 18 à 20 de la résolution, et la section IV à celles transmises comme suite du paragraphe 12, cependant que la Section V traite des informations résultant du paragraphe 13 de la résolution et la section VI de celles découlant du paragraphe 15.

4. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat en application des paragraphes 6, 13, 14, 18 à 24 et 32 de la résolution.

5. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les précédents rapports présentés par le Secrétaire général au titre du point relatif à la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies[1]. Comme le Secrétaire-général l'a dit dans ses précédents rapports, le présent rapport et le travail accompli par la Sixième Commission n'envisagent qu'un aspect des activités que l'Organisation des Nations Unies consacre à la question de la responsabilité pénale en son sein. Il est institué à l'ONU en matière de responsabilité divers mécanismes de communication de l'information qui intéressent aussi en partie la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Comme le Secrétaire général l'a noté dans ses précédents rapports (voir, par exemple, A/77/225), d'autres rapports résultant d'autres mandats peuvent présenter un intérêt sur ce sujet[2].

# II. Établissement de la compétence pour les infractions graves

### Bahreïn

6. Bahreïn a fait savoir que la compétence pénale des tribunaux bahreïniens était régie par les dispositions du décret-loi n° 15 (1975) (version modifiée). Les articles 5 à 9 du décret définissent comme suit la compétence territoriale desdits tribunaux :

> Article 5
>
> Les dispositions du présent décret s'appliquent à toute infraction commise sur le territoire du Bahreïn. Une infraction est réputée relever de la juridiction de Bahreïn dès lors que l'un de ses actes constitutifs prend place sur le territoire de Bahreïn ou que ses effets s'y produisent ou qu'il était voulu qu'ils s'y produisent. En toutes circonstances, la loi s'applique à toute personne ayant

[1] A/77/237, A/77/225, A/76/208, A/76/205, A/75/228, A/75/217, A/74/145, A/74/142, A/73/155, A/73/129, A/73/128, A/72/205, A/71/167, A/70/208, A/69/210, A/68/173, A/67/213, A/66/174 et A/66/174/Add.1, A/65/185, A/64/183 et A/64/183/Add.1, et A/63/260 et A/63/260/Add.1.

[2] Voir, par exemple, A/77/606, A/77/692 et A/77/748.

participé à l'infraction, quand bien même elle y a participé de l'étranger, qu'elle en ait été l'auteur ou le complice.

Article 6

Les dispositions du présent décret s'appliquent à tout citoyen ou à tout étranger qui commet, hors du territoire de Bahreïn, un acte qui en fait l'auteur ou le complice d'une infraction portant atteinte à la sécurité extérieure ou intérieure de l'État, comme défini dans les chapitres 1 et 2 de la première partie de la section 2, ou d'une infraction de falsification de sceaux et de timbres publics ou de contrefaçon de pièces de monnaie et de billets de banque, comme défini aux articles 257, 262 et 263.

Article 7

Le présent décret s'applique à toute infraction commise à l'étranger par des agents de l'État ou des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait qu'ils exercent leurs fonctions.

Article 8

Tout citoyen qui, à l'étranger, commet un acte qui en fait l'auteur ou le complice d'une infraction pénale au regard du présent décret est puni conformément aux dispositions dudit décret dès lors qu'il est présent sur le territoire de Bahreïn et que l'acte en question est réprimé par la loi du pays dans lequel il a été commis. Le présent article s'applique quand bien même le citoyen acquiert ou perd la nationalité bahreïnienne après la commission de l'infraction.

7. Bahreïn a également indiqué qu'avait été récemment promulgué le décret-loi nº 44 (2017) portant répression des infractions internationales.

**Malaisie**

8. La Malaisie a fait de nouveau mention de la loi de 1972 sur les forces armées (voir A/75/217 et A/77/225), indiquant que les membres des Forces armées malaisiennes déployés dans des missions des Nations Unies pouvaient faire l'objet de poursuites pénales par les autorités malaisiennes en vertu de ladite loi, du Code pénal malaisien ou de tout autre texte applicable. Lorsque l'infraction commise n'est visée expressément par aucun texte, le ou les auteurs présumés de l'infraction peuvent toutefois être poursuivis sur le fondement de l'article 87 de la loi de 1972 sur les forces armées et jugés par une cour martiale.

**Oman**

9. Oman a indiqué qu'il était compétent pour juger ses nationaux ayant qualité de fonctionnaire ou d'expert en mission des Nations Unies. L'article 18 du Code pénal promulgué par le décret royal nº 7/2018 dispose ce qui suit :

Les dispositions du présent code s'appliquent à tout citoyen omanais qui commet à l'étranger un acte constitutif de crime ou de délit au regard du présent code, dès lors que l'individu en question se trouve sur le territoire d'Oman et que l'infraction est passible d'une peine d'au moins un an d'emprisonnement dans le pays où elle a été commise, quand bien même celui-ci aurait perdu ou acquise la citoyenneté omanaise après la commission de l'infraction, sauf lorsqu'il est établi qu'il a été jugé à l'étranger, qu'il a été déclaré innocent ou coupable, qu'il a purgé sa peine ou que sa condamnation a été annulée, ou que la procédure a pris fin.

# III. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction, et questions connexes

### Malaisie

10. La Malaisie a indiqué que toutes informations et allégations que lui transmettait officiellement le Secrétaire général de l'ONU étaient communiquées aux autorités des Forces armées malaisiennes pour qu'elles en vérifient l'authenticité et la crédibilité. Les conclusions ou résultats d'enquête étaient portés à l'attention des autorités compétentes qui prenaient les mesures appropriées. Les conclusions ou résultats d'enquête ou les mesures prises à l'encontre des auteurs d'infraction pouvaient être portés à la connaissance du Secrétaire général.

11. La Malaisie a en outre indiqué qu'en cas de poursuites pénales, une enquête interne était diligentée et qu'une commission d'enquête était établie par les autorités des Forces armées malaisiennes pour faire la lumière sur les allégations de faute.

# IV. Coopération entre les États et entre ces derniers et l'Organisation des Nations Unies aux fins d'échanges d'information, de la conduite d'enquêtes et de poursuites, et de la protection des victimes et témoins en cours d'instance

### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

12. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a indiqué avoir continué de dispenser à l'intention des policiers déployés dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine un module de formation consacré aux enquêtes sur les violences sexuelles et fondées sur le genre (voir A/77/225). Rappelant que toute enquête doit être centrée sur la victime et prendre en compte le traumatisme subi, cette formation vise à inculquer aux policiers des connaissances et des compétences adaptées à la conduite d'enquêtes complexes et éprouvantes, de façon qu'ils puissent aider les victimes les plus vulnérables et livrer à la justice davantage de délinquants. Le Royaume-Uni a dispensé cette formation au Ghana, en Sierra Leone et en Zambie et prévoit de la dispenser au Libéria au début de l'année 2024.

13. Rappelant les informations qu'il avait déjà fournies concernant la loi de 2021 sur les violences domestiques et l'aide apportée à d'autres États pour l'élaboration d'un instrument juridique semblable (voir A/76/208 et A/77/225), le Royaume-Uni a indiqué que le Ministère de la défense avait adopté en 2022 une nouvelle politique de prévention et de répression de l'exploitation et des atteintes sexuelles commises par des membres du personnel militaire ou du personnel civil participant à des activités de défense. La politique détaille l'aide dont peuvent bénéficier les victimes et les recours qui leur sont ouverts et interdit en toutes circonstances à quiconque mène une activité de défense en dehors du Royaume-Uni d'avoir des rapports sexuels monnayés.

# V. Vérification des antécédents par les États Membres fournisseurs de personnel à l'Organisation des Nations Unies

### Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

14. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a rappelé les informations qu'il avait déjà fournies concernant le projet Soteria (voir A/77/225), indiquant que le projet était en cours d'exécution depuis 2022 et qu'il allait permettre d'établir un cadre de collaboration mondiale intéressant tous les pays.

# VI. Observations sur le rapport du Groupe d'experts juridiques, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner

### Oman

15. En ce qui concerne l'obligation faite aux fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies d'obéir aux lois du pays hôte et le droit qu'a le pays hôte d'exercer sa compétence pénale conformément aux règles applicables du droit international et aux accords régissant les opérations des missions des Nations Unies, Oman a indiqué qu'il défendait le droit qu'avait tout pays hôte d'exercer sa compétence, en particulier à l'égard des infractions graves, et de se coordonner avec le pays de nationalité du fonctionnaire ou de l'expert pour que celui-ci soit jugé sur son territoire.

### Malaisie

16. La Malaisie (voir A/75/217) a déclaré qu'elle restait déterminée à collaborer avec d'autres États Membres sur le sujet et à réfléchir à des mécanismes permettant de mettre en œuvre la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Elle a rappelé que de nombreuses questions pratiques avaient déjà été soulevées concernant l'établissement d'une compétence pénale extraterritoriale ou concernant le recueil des preuves pour les infractions commises dans les États hôtes. Des inquiétudes avaient également été exprimées quant aux mécanismes de communication d'informations et de preuves lorsque les enquêtes étaient menées par l'Organisation des Nations Unies. La Malaisie est d'avis que ces questions pratiques et opérationnelles méritent un examen approfondi.

# VII. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis une infraction, et questions connexes

17. Aux paragraphes 18 à 24 et 28 à 32 de sa résolution 77/98, l'Assemblée générale a demandé instamment aux États Membres de communiquer des informations au Secrétaire général, prié ce dernier de lui fournir certains renseignements et demandé à l'Organisation de prendre certaines mesures concernant la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

### Infractions pénales commises par des membres du personnel déployés dans des missions

18. Le Secrétaire général continue de renvoyer les allégations crédibles laissant présumer que des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ont commis quelque infraction pénale aux États de nationalité des intéressés, comme l'Assemblée générale l'a demandé à plusieurs reprises, notamment en dernier lieu au paragraphe 18 de sa résolution 77/98. En outre, conformément aux orientations publiées en 2018, les missions continuent d'être tenues de coopérer aux enquêtes et poursuites qui peuvent être engagées par les États hôtes dans ces affaires. En ce qui concerne le personnel des contingents militaires déployés dans les missions des Nations Unies sur le terrain, qui ne peut faire l'objet de poursuites dans les États hôtes, le Secrétariat continue, en collaboration avec les pays fournisseurs de contingents, d'assurer le suivi des mesures prises à la suite d'allégations fondées de faute, notamment des poursuites pénales lorsque ces fautes sont constitutives d'infraction pénale.

19. Au cours de la période considérée, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité des personnes concernées deux affaires liées à des infractions pénales présumées mettant en cause des membres du personnel des missions (voir annexe I).

### Renvoi d'affaires mettant en cause des fonctionnaires ou experts en mission au cours de la période allant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023

20. La demande formulée au paragraphe 18 de la résolution 77/98 est semblable à celles que l'Assemblée générale a formulées au paragraphe 18 de la résolution 76/106 (voir A/77/225, pour 2021/22), au paragraphe 18 de la résolution 75/132 (voir A/76/208, pour 2020/21), au paragraphe 18 de la résolution 74/181 (voir A/75/217, pour 2019/20), au paragraphe 18 de la résolution 73/196 (voir A/74/145, pour 2018/19), au paragraphe 18 de la résolution 72/112 (voir A/73/129, pour 2017/18), au paragraphe 17 de la résolution 71/134 (voir A/72/205, pour 2016/17), au paragraphe 15 de la résolution 70/114 (voir A/71/167, pour 2015/16) et au paragraphe 9 des résolutions 69/114 (voir A/70/208, pour 2014/15), 68/105 (voir A/69/210, pour 2013/14), 67/88 (voir A/68/173, pour 2012/13), 66/93 (voir A/67/213, pour 2011/12), 65/20 (voir A/66/174, pour 2010/11), 64/110 (voir A/65/185, pour 2009/10), 63/119 (voir A/64/183, pour 2008/09) et 62/63 (voir A/63/260, pour 2007/08).

21. Pendant la période allant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité, par l'intermédiaire des missions permanentes concernées, 11 affaires relatives à 11 fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies à des fins d'enquête et d'engagement éventuel de poursuites. Parmi ces affaires, 1 concernait des allégations de corruption et de fraude ; 5 concernaient des allégations de fraude ; 3 concernaient des allégations de fraude aux prestations ; 2 concernaient des allégations d'agression sexuelle et de harcèlement sexuel. On trouvera plus de détails sur ces affaires, comme le prévoit le paragraphe 32 de la résolution 77/98, dans l'annexe I du présent rapport.

### Informations communiquées par les États concernant tous actes d'enquête et de poursuites accomplis, le cas échéant, et assistance demandée au Secrétariat

22. Conformément au paragraphe 20 de la résolution 77/98, le Secrétariat a demandé que les États auxquels des affaires avaient été renvoyées tiennent l'Organisation informée de toute mesure prise par les autorités nationales en rapport avec ces affaires et prié le Secrétaire général de suivre auprès des États concernés les affaires pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue. À la date d'établissement du présent rapport, le Secrétariat a été informé des mesures prises à l'égard

d'une affaire qui a été renvoyée à l'État au cours de la période considérée. On trouvera également à l'annexe I les réponses reçues de la part des États au cours de la période considérée concernant les affaires renvoyées lors de périodes antérieures.

### Informations sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1er juillet 2007

23. L'annexe I au présent rapport contient des informations sur les cas de renvoi d'allégations crédibles aux autorités nationales comme suite à la résolution 62/63 et aux résolutions suivantes sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Elle contient également des renseignements et des mises à jour communiquées par les États Membres pour y donner suite depuis le 1er juillet 2007, et renseigne sur ces cas classés en diverses rubriques. On y trouvera en outre les dates auxquelles les demandes d'informations actualisées ont été adressées aux États par le Secrétaire général, comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 32 de la résolution 77/98.

### Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies

24. Au paragraphe 19 de sa résolution 77/98, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de demander à tous les États ayant informé l'Organisation d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies de lui rendre compte de l'évolution de ces enquêtes ou poursuites, pour autant que celles-ci ne s'en trouvent pas affectées. Conformément aux paragraphes 19 et 32 de cette résolution, on trouvera dans l'annexe II au présent rapport des informations sur les enquêtes ou poursuites à l'encontre de fonctionnaires ou d'experts en mission communiquées à l'Organisation pendant la période considérée et dont l'insertion dans le présent rapport n'a pas été contestée par l'État concerné.

### Utilisation éventuelle par les États exerçant leur compétence d'informations résultant d'enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies

25. Au paragraphe 22 de sa résolution 77/98, l'Assemblée générale a prié l'Organisation, lorsque ses enquêtes sur des allégations donnaient à penser qu'une infraction grave avait pu être commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies, d'envisager toutes les mesures propres à permettre aux États de faire éventuellement usage des informations et pièces ainsi réunies aux fins des poursuites pénales qu'ils auraient engagées et ce, sans perdre de vue les droits de la défense. Dans le même sens, au paragraphe 24 de la résolution, elle a prié instamment l'Organisation de continuer à coopérer avec les États qui exerçaient leur compétence en vue de leur fournir, dans le respect des règles applicables du droit international et des accords régissant les activités de l'Organisation, toutes informations et pièces utiles aux fins des poursuites pénales qu'ils engageaient.

26. Il importe à cet égard de rappeler que le cadre juridique applicable aux renvois d'affaires par l'Organisation et au rôle du Secrétaire général à cet égard est déjà défini dans un rapport précédent du Secrétaire général sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (voir A/63/260, sect. IV).

27. L'Organisation des Nations Unies coopère avec les services chargés de l'application des lois et les autorités judiciaires des États Membres intéressés, conformément aux droits et obligations résultant pour elle de la Charte des Nations Unies et de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi que des autres accords internationaux et principes de droit

gouvernant la matière. Par suite, elle communique toutes informations ou tous documents utiles et lève, au cas par cas, l'immunité de toute personne dès lors que le Secrétaire général considère que cette immunité viendrait entraver le cours de la justice et pourrait être levée sans que les intérêts de l'Organisation s'en trouvent préjudiciés. En conséquence, l'Organisation peut communiquer à telles autorités compétentes toutes informations et pièces utiles en sa possession, celles-ci pouvant être caviardées en cas de besoin, sous réserve du respect de la confidentialité et des privilèges et immunités. Il convient de noter que l'Organisation des Nations Unies n'ayant pas compétence pour mener des enquêtes ou exercer des poursuites pénales, il appartient aux autorités judiciaires saisies par elle de toutes informations ou pièces d'en apprécier la valeur probante, y compris la recevabilité aux fins de toute instance.

**Protection des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies contre toutes mesures de rétorsion**

28. En ce qui concerne les informations demandées aux paragraphes 23 et 25 de la résolution 77/98, celles résultant des rapports précédents du Secrétaire général (voir, par exemple, A/70/208, par. 34 et 35) sont toujours d'actualité. En outre, la version révisée de la circulaire du Secrétaire général sur la « Protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés » (ST/SGB/2017/2/Rev.1) a été publiée le 28 novembre 2017.

# VIII. Mesures concrètes visant à renforcer la formation préalable au déploiement et la procédure de vérification des antécédents

29. Conformément à la Charte des Nations Unies, le Secrétaire général continue d'attendre que tous les membres du personnel des Nations Unies, y compris les membres du personnel en tenue déployés dans des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, fassent preuve des plus hautes qualités d'intégrité. À cet effet, le Secrétariat continue de veiller à ce que les personnes qui rejoignent l'Organisation et les policiers et militaires qui sont déployés dans des missions soient pleinement informés que l'Organisation attend d'eux qu'ils observent les normes de conduite des Nations Unies, y compris l'obligation de respecter les lois des pays hôtes. Les membres du personnel suivent des formations, dont des formations obligatoires sur les différentes questions déontologiques, et participent à des activités de sensibilisation, comme les dialogues en cascade organisés chaque année, ce qui leur permet de se sensibiliser aux normes de conduite des Nations Unies, à l'obligation qui leur est faite de dénoncer les fautes, à la manière d'y procéder et à la protection à laquelle ils ont droit au titre des mesures contre les représailles. Ces questions sont également abordées lors des formations préalables au déploiement organisées par les pays contributeurs à l'intention des policiers et militaires. Au cours de la période considérée, a été lancée la version révisée de la formation en ligne obligatoire sur l'exploitation et les atteintes sexuelles, laquelle est proposée dans les six langues officielles de l'Organisation et disponible en trois versions : une pour l'ensemble des fonctionnaires des Nations Unies ; une pour les membres du personnel en tenue exerçant des fonctions d'encadrement ou de commandement ; une pour les membres du personnel civil exerçant des fonctions d'encadrement ou de direction. Par ailleurs, un module de renforcement des compétences est en cours d'élaboration dans le cadre du programme d'apprentissage *« Pipeline to peacekeeping command »* (Préparation au commandement dans les opérations de paix). Sur le point d'être finalisé après sa phase pilote, ce module vise à inculquer aux commandants militaires et aux commandants de police les aptitudes, les connaissances et les compétences

dont ils auront besoin pour assurer la prévention des fautes, dont la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles, signaler toutes allégations de faute et coopérer dûment aux enquêtes. Il permet un examen approfondi des obligations que les textes en vigueur mettent à la charge des supérieurs hiérarchiques en matière de prévention et de répressions des fautes. Enfin, les missions continuent d'offrir aux membres du personnel civil, militaire et policier une formation à leur arrivée, ainsi que des formations de mise à jour des connaissances, et de sensibiliser le personnel aux normes de conduite des Nations Unies par divers canaux.

30. Pour s'assurer que les personnes qui rejoignent l'Organisation ou qui y sont en poste possèdent les plus hautes qualités d'intégrité, il importe d'abord de bien les sélectionner. À cette fin, le Secrétariat demande aux candidats externes aux postes de fonctionnaire de signaler leurs antécédents judiciaires ; par ailleurs, les fonctionnaires en poste qui font l'objet d'une condamnation pénale doivent en informer l'Organisation. Tout manquement aux obligations de divulgation est passible de licenciement. S'agissant du personnel en tenue, l'Organisation continue de demander aux États Membres qui fournissent du personnel pour les missions de certifier que les personnes qu'ils déploient n'ont pas d'antécédents judiciaires et n'ont pas commis de fautes. Lors du recrutement à tel ou tel poste ou de l'affection à telle ou telle mission des Nations Unies, l'Organisation s'emploie à vérifier dans les états de service des fonctionnaires ou des membres du personnel en tenue que ceux-ci n'ont pas commis de fautes lors d'affectations antérieures dans le système des Nations Unies. Tout le personnel civil, militaire et policier fait l'objet d'une vérification de ses antécédents, des améliorations techniques permettant désormais que l'ensemble du personnel du Secrétariat soit soumis à cette procédure. Pour vérifier les antécédents des personnes postulant à des postes de fonctionnaire, le Secrétariat consulte également la base de données ClearCheck, dans laquelle sont enregistrés les renseignements concernant des faits avérés d'exploitation et d'atteintes sexuelles et des cas de harcèlement sexuel, ainsi que les renseignements fournis à cet égard par d'autres entités des Nations Unies. La vérification des antécédents participe aux initiatives de prévention menées au titre de la gestion des risques de faute dans les missions et au Secrétariat.

# Annexe I

## Informations supplémentaires sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1er juillet 2007

| *Affaire nº* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2008 | 2007/08 | MINUL | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 2 | 2008 | 2007/08 | UNOPS | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés moyennant la mise en place d'un système de marchés truqués | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 3 | 2008 | 2007/08 | MINUS | Atteinte sexuelle | Viol et agression physique sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 4 | 2009 | 2008/09 | MINUT | Infraction routière | Conduite en état d'ivresse ayant fait un blessé et un mort | Une enquête a été ouverte par l'État Membre : aucune autre information n'a été communiquée | Oui | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 5 | 2009 | 2008/09 | ONUCI | Contrefaçon | Détention de fausse monnaie en connaissance de cause et menaces verbales | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 6 | 2009 | 2008/09 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | 2009 | 2008/09 | FNUAP | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 8 | 2009 | 2008/09 | UNOPS | Corruption/fraude | Détournement et utilisation frauduleuse de fonds destinés à des projets financés par des donateurs | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 9 | 2009 | 2009/10 | MONUC | Contrebande | Achat illicite et contrebande de diamants non taillés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 10 | 2010 | 2009/10 | Secrétariat | Vol/détention illégale d'arme à feu | Vol d'une arme à feu appartenant aux Nations Unies et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 11 | 2010 | 2009/10 | Secrétariat | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses d'indemnité au titre de l'allocation-logement de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 mars 2012 |
| 12 | 2010 | 2009/10 | UNIFEM | Corruption/fraude | Détournement frauduleux de biens afférents à des projets des Nations Unies vers des comptes privés | Une enquête et des poursuites contre des personnes étrangères aux Nations Unies ayant un lien avec l'affaire ont été engagées par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 2010 | 2009/10 | Secrétariat | Fraude aux prestations/fraude aux visas | Présentation de demandes frauduleuses de visa et d'indemnité pour charges de famille | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 6 décembre 2011 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 14 | 2010 | 2010/11 | MONUC | Exploitation et atteintes sexuelles | Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 mars 2012 |
| 15 | 2010 | 2010/11 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 16 | 2010 | 2010/11 | ONUCI | Agression physique/détention illégale d'arme à feu | Agression physique et brandissement illégal d'une arme à feu | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Aucune |
| 17 | 2010 | 2010/11 | MINUT | Vol/corruption/fraude | Transfert frauduleux de fonds sur un compte privé au moyen de virements électroniques | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 octobre 2011 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 18 | 2010 | 2010/11 | MINUSTAH | Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique | Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur : agression physique sur la personne d'un mineur | La police de l'État Membre a pris des mesures disciplinaires à l'égard de la/des personne(s) concernée(s) : les poursuites pénales ont été abandonnées par les autorités nationales | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 octobre 2011 |
| 19 | 2010 | 2010/11 | FNUAP | Vol | Vol de carburant appartenant aux Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 octobre 2011 |
| 20 | 2011 | 2010/11 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 21 | 2011 | 2010/11 | MINUL | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 octobre 2011 |
| 22 | 2011 | 2011/12 | MANUI | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 janvier 2012 |
| 23 | 2011 | 2011/12 | ONUCI | Corruption/fraude | Présentation de factures de carburant frauduleuses | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juillet 2012 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 24 | 2012 | 2011/12 | UNICEF | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant la falsification d'ordres de paiement | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juillet 2012 |
| 25 | 2012 | 2011/12 | PNUD | Corruption/fraude | Acceptation de pots-de-vin et trucage d'une passation de marché | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 26 juin 2012 |
| 26 | 2012 | 2011/12 | UNICEF | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 décembre 2012 |
| 27 | 2012 | 2011/12 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 28 | 2012 | 2011/12 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 29 | 2012 | 2011/12 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 30 | 2012 | 2011/12 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 19 décembre 2012 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 31 | 2012 | 2011/12 | PAM | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 20 décembre 2012 |
| 32 | 2012 | 2012/13 | MINUSTAH | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 33 | 2012 | 2012/13 | PNUE | Corruption/fraude | Détournement de fonds des Nations Unies destinés au règlement de fournisseurs | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34 | 2012 | 2012/13 | PNUD | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 janvier 2013 |
| 35 | 2012 | 2012/13 | PNUD | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 janvier 2013 |
| 36 | 2012 | 2012/13 | PNUD | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 janvier 2013 |
| 37 | 2012 | 2012/13 | MINUSTAH | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 38 | 2013 | 2012/13 | MINUK | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | L'État Membre a examiné la question et confirmé qu'il n'engagerait pas de poursuites. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 18 avril 2013 |
| 39 | 2013 | 2012/13 | PNUD | Agression physique | Agression physique sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 18 avril 2013 |
| 40 | 2013 | 2012/13 | UNRWA | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 18 avril 2013 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 41 | 2013 | 2013/14 | Secrétariat | Tentative de sollicitation de mineurs | Tentative de sollicitation de mineurs à l'aide de technologies de l'information et de moyens de communication des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Informations transmises par l'État Membre |
| 42 | 2013 | 2013/14 | PNUE | Corruption/fraude | Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 août 2014 |
| 43 | 2013 | 2013/14 | MINUL | Vol | Vol de pneus appartenant aux Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 15 janvier 2014 |
| 44 | 2013 | 2013/14 | PNUD | Corruption/fraude | Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 4 avril 2014 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 45 | 2013 | 2013/14 | UNSOA | Corruption/fraude | Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 août 2014 |
| 46 | 2014 | 2013/14 | PNUE | Corruption/fraude | Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 août 2014 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 47 | 2014 | 2013/14 | Secrétariat | Corruption/fraude | Détournement, par la falsification de documents, de fonds des Nations Unies destinés au règlement de dépenses vers des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 août 2014 |
| 48 | 2014 | 2013/14 | PNUE | Corruption/fraude | Demande et réception d'avantages abusifs, financiers et autres, fournis par des donateurs | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 août 2014 |
| 49 | 2014 | 2013/14 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 septembre 2014 |
| 50 | 2014 | 2013/14 | ONUCI | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 octobre 2014 |
| 51 | 2014 | 2013/14 | ONUCI | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 octobre 2014 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 52 | 2014 | 2013/14 | ONUCI | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 octobre 2014 |
| 53 | 2014 | 2013/14 | ONUCI | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 octobre 2014 |
| 54 | 2014 | 2014/15 | PNUD | Corruption/fraude | Demande de pots-de-vin en échange d'informations confidentielles | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 55 | 2014 | 2014/15 | PNUD | Corruption/fraude | Demande de pots-de-vin à des partenaires des Nations Unies | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 56 | 2014 | 2014/15 | PNUD | Corruption/fraude | Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 57 | 2014 | 2014/15 | MINUSS | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés par l'usurpation des fonctions de fonctionnaire des Nations Unies chargé des achats | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 16 décembre 2014 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 58 | 2014 | 2014/15 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'encaissement de faux chèques et la préparation d'opérations financières irrégulières | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 juin 2017 |
| 59 | 2014 | 2014/15 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 8 septembre 2015 |
| 60 | 2014 | 2014/15 | UNOPS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 23 mars 2015 |
| 61 | 2014 | 2014/15 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés |
| 62 | 2015 | 2014/15 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 13 mai 2015 |
| 63 | 2015 | 2014/15 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'endossement et l'encaissement de chèques établis à l'ordre de fonctionnaires | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 64 | 2015 | 2014/15 | MINUSS | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 19 juin 2015 |
| 65 | 2015 | 2014/15 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 4 juin 2015 |
| 66 | 2015 | 2014/15 | ONUCI | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 février 2016 |
| 67 | 2015 | 2014/15 | ONUCI | Diffusion de contenus pédopornographiques | Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 février 2016 |
| 68 | 2015 | 2014/15 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le retrait frauduleux d'actifs destinés au règlement de fournisseurs | Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 69 | 2015 | 2014/15 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur | Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre. Des mesures disciplinaires ont abouti à une sanction de rétrogradation. L'ONU a informé l'État Membre qu'elle estimait cette sanction insuffisante au regard de la gravité des faits | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juin 2016, 18 mars 2021 |
| 70 | 2015 | 2014/15 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 71 | 2015 | 2015/16 | FNUAP | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés par la communication de renseignements confidentiels à un fournisseur potentiel | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 février 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 72 | 2015 | 2015/16 | PNUD | Corruption/fraude | Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 13 juin 2016 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73 | 2015 | 2015/16 | UNSOA | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 janvier 2016, 20 mai 2016, 28 décembre 2016 |
| 74 | 2015 | 2015/16 | MONUSCO | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés par la falsification et la présentation à des fournisseurs potentiels de bons de commande frauduleux | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 février 2016, 16 mai 2016, 21 novembre 2016 |
| 75 | 2015 | 2015/16 | Secrétariat | Corruption/fraude | Détournement de fonds des Nations Unies par le versement de règlements frauduleux sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 février 2016, 13 juin 2016, 1er février 2017 |
| 76 | 2015 | 2015/16 | MINUAD | Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique | Agression sexuelle et physique sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 23 février 2016, 28 septembre 2016, 30 janvier 2017 |
| 77 | 2015 | 2015/16 | MINUL | Exploitation et atteintes sexuelles | Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 mars 2016, 28 septembre 2016, 1er janvier 2017 |
| 78 | 2016 | 2015/16 | Secrétariat | Corruption/fraude/ exploitation et atteintes sexuelles | Demande et acceptation de pots-de-vin et demande de faveurs sexuelles ; agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 20 avril 2016, 4 août 2016, 1er février 2017 |
| 79 | 2016 | 2015/16 | PNUD | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 20 avril 2016, 4 août 2016, 1er février 2017 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 80 | 2016 | 2015/16 | PNUE | Agression physique | Agression physique sur la personne d'un adulte | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 81 | 2016 | 2015/16 | MINUL | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 13 juin 2016, 28 septembre 2016, 23 mars 2017 |
| 82 | 2016 | 2015/16 | MINUAD | Agression physique | Agression physique sur la personne d'un adulte | Les autorités nationales sont au fait des allégations | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 13 juin 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 83 | 2016 | 2015/16 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 8 juillet 2016, 21 novembre 2016, 28 février 2017 |
| 84 | 2016 | 2015/16 | MINUSTAH | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 85 | 2016 | 2015/16 | Secrétariat | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 86 | 2016 | 2015/16 | MINUSTAH | Vol | Vol de carburant appartenant aux Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 4 août 2016, 28 décembre 2016, 27 avril 2017, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 87 | 2016 | 2015/16 | MINUL | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 septembre 2016, 28 décembre 2016, 14 juillet 2017 |
| 88 | 2016 | 2015/16 | Secrétariat | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 novembre 2016, 28 février 2017, 14 juillet 2017 |
| 89 | 2016 | 2015/16 | Secrétariat | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 90 | 2016 | 2016/17 | MINUL | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 novembre 2016, 28 février 2017, 28 août 2017 |
| 91 | 2016 | 2016/17 | MINUSTAH | Vol | Vol de bâtiments préfabriqués | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 21 novembre 2016 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 92 | 2016 | 2016/17 | ONUCI | Corruption/fraude/ vol | Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies ; utilisation de fausses cartes pour voler des seaux de peinture | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 décembre 2016, 23 mars 2017, 7 septembre 2017 |
| 93 | 2016 | 2016/17 | Secrétariat | Fraude aux prestations | Envoi de faux documents à l'appui de demandes d'indemnité pour frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 décembre 2016, 23 mars 2017, 30 octobre 2017 |
| 94 | 2016 | 2016/17 | PNUD | Fraude aux prestations | Fraude aux prestations, fausse déclaration, falsification et fausse certification et utilisation abusive de ressources du PNUD | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er février 2017, 31 mai 2017, 26 septembre 2017 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 95 | 2016 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 96 | 2016 | 2016/17 | MINUSS | Vol | Vols de climatiseurs | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 97 | 2016 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 98 | 2016 | 2016/17 | MONUSCO | Corruption/fraude | Demande frauduleuse de fonds pour l'obtention de visas ; présentation d'une fausse habilitation pour vendre un véhicule des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2017, 31 mai 2017, 30 octobre 2017 |
| 99 | 2016 | 2016/17 | HCR | Corruption/fraude | Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier | L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence | Non | L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence | 28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017 |
| 100 | 2016 | 2016/17 | HCR | Corruption/fraude | Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2017, 31 mai 2017, 15 décembre 2017 |
| 101 | 2016 | 2016/17 | HCR | Corruption/fraude | Demande et réception frauduleuses d'espèces versées par une banque dans le cadre d'opérations de conversion de devises du HCR | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017 |
| 102 | 2016 | 2016/17 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 23 mars 2017, 7 septembre 2017, 15 décembre 2017 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 103 | 2016 | 2016/17 | FNUAP | Corruption/fraude | Collusion avec deux sociétés en vue de présenter de faux documents de passation de marché et d'orienter la décision du FNUAP dans l'adjudication des marchés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 23 mars 2017, 14 juillet 2017, 15 décembre 2017 |
| 104 | 2016 | 2016/17 | HCDH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 105 | 2017 | 2016/17 | Secrétariat | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 26 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 106 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 27 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 107 | 2017 | 2016/17 | Secrétariat | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de prendre de mesures étant donné qu'une enquête était en cours dans un autre État Membre |
| 108 | 2017 | 2016/17 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de prestation | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 109 | 2017 | 2016/17 | PNUD | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'adultes | L'auteur des faits a plaidé coupable des chefs d'agression sexuelle et de mensonge aux enquêteurs et a été condamné à 15 ans de prison | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 110 | 2017 | 2016/17 | MONUSCO | Corruption/fraude | Fabrication de faux documents en vue de l'achat de batteries automobiles, de pneus et de fournitures de bureau | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mai 2017, 7 septembre 2017, 28 février 2018 |
| 111 | 2017 | 2016/17 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mai 2017, 12 septembre 2017, 6 février 2018 |
| 112 | 2017 | 2016/17 | HCR | Corruption/fraude | Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 113 | 2017 | 2016/17 | PNUD | Corruption/fraude | Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mai 2017, 28 août 2017, 28 février 2018 |
| 114 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 115 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 116 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 117 | 2017 | 2016/17 | MANUA | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 118 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 119 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 120 | 2017 | 2016/17 | MINUSS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 121 | 2017 | 2016/17 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 27 avril 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 122 | 2017 | 2016/17 | ONUN | Agression | Voies de fait sur un individu et menaces au moyen d'une arme de service | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 août 2017, 29 novembre 2017, 31 mai 2018 |
| 123 | 2017 | 2016/17 | PNUD | Corruption/fraude | Vol et détournement de fonds des Nations Unies | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 août 2017, 31 janvier 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 124 | 2017 | 2016/17 | HCR | Corruption/fraude | Envoi de fausses factures de voyage et détournement de fonds | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 26 septembre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 125 | 2017 | 2017/18 | ONUCI | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 27 octobre 2017, 31 janvier 2018, 13 mars 2018, 31 juillet 2018, 18 décembre 2018 |
| 126 | 2017 | 2017/18 | UNOPS | Corruption/fraude | Détournement de fonds des Nations Unies destinés à un fournisseur de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018 |
| 127 | 2017 | 2017/18 | Secrétariat | Vol | Vol de cartouches d'encre destinées à des imprimantes de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018 |
| 128 | 2017 | 2017/18 | ONU-Habitat | Corruption/fraude | Falsification de documents de l'ONU en vue de l'obtention d'une pièce d'identité de l'Organisation et d'un visa | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018 |
| 129 | 2017 | 2017/18 | ONUCI | Menace d'agression | Menace proférée en brandissant une arme à feu | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 130 | 2017 | 2017/18 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018 |
| 131 | 2017 | 2017/18 | MINUSTAH | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018 |
| 132 | 2017 | 2017/18 | MINUAD | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés par la falsification de documents et l'adjudication de marchés à des sociétés associées à des membres de la famille de la/des personne(s) concernée(s) | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 133 | 2017 | 2017/18 | MONUSCO | Corruption/fraude | Falsification de titres de voyage de l'ONU qui ont été présentés aux autorités nationales en vue de l'obtention frauduleuse d'un visa | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2018, 31 mai 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 134 | 2017 | 2017/18 | HCR | Corruption/fraude | Corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |
| 135 | 2017 | 2017/18 | MONUSCO | Corruption/fraude | Falsification d'un document de l'ONU et présentation de faux documents aux autorités nationales | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 mars 2018, 29 juin 2018, 3 janvier 2019 |
| 136 | 2018 | 2017/18 | Secrétariat | Corruption/fraude | Sollicitation frauduleuse de biens de tiers | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 27 avril 2018, 31 juillet 2018, 31 janvier 2019 |
| 137 | 2018 | 2017/18 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |
| 138 | 2018 | 2017/18 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |
| 139 | 2018 | 2017/18 | UNJSPF | Corruption/fraude/infraction liée à la drogue | Trafic et vente de stupéfiants ; falsification de documents de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019 |
| 140 | 2018 | 2017/18 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles/ corruption/fraude | Demande illicite de faveurs sexuelles ; versement d'un pot-de-vin à un fonctionnaire d'État | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 juin 2018, 28 septembre 2018, 5 mars 2019, 14 juin 2019 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 141 | 2018 | 2017/18 | PNUD | Corruption/fraude | Fraude douanière | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 142 | 2018 | 2017/18 | BINUGBIS | Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique | Agression sexuelle sur la personne de deux mineurs ; agression physique sur la personne de deux mineurs | L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure pénale. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 juillet 2018, 5 novembre 2018 |
| 143 | 2018 | 2017/18 | FNUAP | Corruption/fraude | Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 juillet 2018, 5 novembre 2018, 30 avril 2019 |
| 144 | 2018 | 2017/18 | UNOPS | Corruption/fraude | Extorsion à l'encontre de fonctionnaires de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 septembre 2018, 3 décembre 2018, 3 juin 2019 |
| 145 | 2018 | 2017/18 | HCR | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 17 juin 2019 |
| 146 | 2018 | 2017/18 | MINUSMA | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 septembre 2018, 3 janvier 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 147 | 2018 | 2017/18 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 148 | 2018 | 2017/18 | MANUA | Agression physique | Agression physique et menaces verbales | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 septembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 149 | 2018 | 2018/19 | UNOPS | Corruption/fraude | Falsification d'un document de l'ONU dans l'intention de le présenter aux autorités nationales | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 novembre 2018, 31 janvier 2019, 31 juillet 2019 |
| 150 | 2018 | 2018/19 | MANUI | Vol | Vol de biens appartenant à l'Organisation des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 novembre 2018, 31 janvier 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 151 | 2018 | 2018/19 | ONUN | Fraude | Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 janvier 2019, 29 mars 2019, 30 septembre 2019 |
| 152 | 2018 | 2018/19 | ONU-Habitat | Fraude | Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure des contrats frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 janvier 2019, 29 mars 2019, 30 septembre 2019 |
| 153 | 2018 | 2018/19 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | L'État Membre a engagé une procédure pénale et une procédure disciplinaire | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 janvier 2019, 29 mars 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre, 5 mars 2021 |
| 154 | 2018 | 2018/19 | HCR | Exploitation et atteintes sexuelles | Atteintes et exploitation sexuelles sur la personne d'un adulte et menaces verbales en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 janvier 2019, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 155 | 2018 | 2018/19 | MINUK | Vol | Divulgation irrégulière d'informations confidentielles | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2019, 30 avril 2019, 31 octobre 2019 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 156 | 2018 | 2018/19 | ONU-Femmes | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2019, 30 avril 2019, 11 novembre 2019 |
| 157 | 2019 | 2018/19 | CSRE | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 avril 2019, 31 juillet 2019, 29 mai 2020 |
| 158 | 2019 | 2018/19 | HCR | Corruption/fraude | Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Affaire en cours d'examen, dans l'attente d'un suivi |
| 159 | 2019 | 2018/19 | HCR | Vol | Vol de carburant appartenant aux Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 11 juin 2019, 31 octobre 2019, 7 mai 2020 |
| 160 | 2019 | 2018/19 | MINUSCA | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des partenaires des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 161 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 162 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 163 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5septembre 2019, 26 février 2020 |
| 164 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 165 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 166 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 167 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 168 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 169 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 170 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 171 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 172 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 173 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 174 | 2019 | 2018/19 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 175 | 2019 | 2018/19 | ONUN | Vol | Vol de biens à l'économat de l'ONUN | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 176 | 2019 | 2018/19 | ONUN | Vol | Vol de biens à l'économat de l'ONUN | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 juin 2019, 5 septembre 2019, 26 février 2020 |
| 177 | 2019 | 2018/19 | ONU-Habitat | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 178 | 2019 | 2018/19 | PNUD | Fraude | Fraude dans la passation de marchés en vue d'acquérir des biens avec des fonds du PNUD et d'en tirer un avantage financier frauduleux, au bénéfice, notamment, d'une société associée à des membres de la famille de la/des personnes(s) concernée(s) | Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre. |
| 179 | 2019 | 2018/19 | MINUL | Fraude | Détournement de fonds des Nations Unies en vue de la passation de marchés et du détournement ultérieur de marchandises | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020 |
| 180 | 2019 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Falsification de documents des Nations Unies et présentation de fausses demandes d'indemnité journalière de subsistance | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 juin 2019, 30 septembre 2019, 31 mars 2020 |
| 181 | 2019 | 2018/19 | HCR | Corruption/fraude | Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019, 2 décembre 2019 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 182 | 2019 | 2018/19 | UNOPS | Fraude | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant l'établissement d'ordres de paiement frauduleux et la falsification de documents de fournisseurs | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019, 2 décembre 2019 |
| 183 | 2019 | 2018/19 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 184 | 2019 | 2018/19 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 185 | 2019 | 2018/19 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 186 | 2019 | 2018/19 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 187 | 2019 | 2018/19 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 188 | 2019 | 2018/19 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Mise en état terminée | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 189 | 2019 | 2018/19 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Mise en état terminée | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 septembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 190 | 2019 | 2018/19 | UNOPS | Fraude | Fraude liée à un emploi simultané par deux organismes différents des Nations Unies | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 septembre 2019 ; 31 décembre 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 191 | 2019 | 2019/20 | MINUSMA | Menaces et agression physique | Menaces de mort avec arme de service et agression physique d'un (ancien) partenaire domestique | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 192 | 2019 | 2019/20 | ONUDC | Fraude | Fraude dans la passation d'un marché | L'enquête ouverte par l'État Membre n'a abouti à aucune poursuite | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 193 | 2019 | 2019/20 | ONUDC | Vol | Vol par détournement de cartes de carburant | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 194 | 2019 | 2019/20 | PNUE | Fraude aux prestations | Fraude ayant trait à l'indemnité pour frais d'études | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 octobre 2019 ; l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 195 | 2019 | 2019/20 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020 |
| 196 | 2019 | 2019/20 | ONU-Femmes | Fraude | Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 197 | 2019 | 2019/20 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 octobre 2019, 30 janvier 2020, 4 août 2020 |
| 198 | 2019 | 2019/20 | UNOPS | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin/falsification d'une lettre d'emploi de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 décembre 2019, 26 février 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 199 | 2019 | 2019/20 | MINURSO | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020 |
| 200 | 2019 | 2019/20 | UNOPS | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020 |
| 201 | 2019 | 2019/20 | MINUSMA | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 202 | 2019 | 2019/20 | HCR | Corruption/fraude | Demande et acceptation de pots-de-vin | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 décembre 2019, 26 février 2020, 31 août 2020 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 203 | 2019 | 2019/20 | BINUGBIS | Exploitation et atteintes sexuelles | Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 décembre 2019, 31 mars 2020 ; l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 204 | 2019 | 2019/20 | UNOPS | Fraude | Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de visa | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 janvier 2020, 7 mai 2020, 3 novembre 2020 |
| 205 | 2019 | 2019/20 | ONU-Femmes | Fraude | Fraude dans la passation d'un marché | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 26 février 2020, 29 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 206 | 2019 | 2019/20 | PNUD | Corruption/fraude/vol | Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies au moyen de paiements frauduleux | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mars 2020, 10 juillet 2020, 5 janvier 2021 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 207 | 2019 | 2019/20 | HCR | Exploitation et atteintes sexuelles | Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime et que, l'infraction présumée ayant été commise hors de sa juridiction, des difficultés se posaient pour recueillir des preuves et rencontrer la victime | 31 mars 2020 : l'État Membre a informé l'ONU qu'il n'était pas en mesure à l'heure actuelle d'engager une action en justice |
| 208 | 2019 | 2019/20 | HCR | Exploitation et atteintes sexuelles | Exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un adulte | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mars 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 209 | 2019 | 2019/20 | HCR | Corruption/fraude/vol | Détournement de fonds du HCR | Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 210 | 2019 | 2019/20 | HCR | Corruption/fraude/vol | Détournement de fonds du HCR | Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 211 | 2020 | 2019/20 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 212 | 2020 | 2019/20 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 213 | 2020 | 2019/20 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Une enquête a été ouverte par l'État Membre. | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 mai 2020 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 214 | 2020 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 29 mai 2020, 31 août 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 215 | 2020 | 2019/20 | FNUAP | Corruption/fraude | Actes de collusion et de corruption et menaces | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juillet 2020, 30 septembre 2020, 24 juin 2021 |
| 216 | 2020 | 2019/20 | MANUSOM | Fraude | Falsification d'une lettre d'emploi en vue de l'obtention d'un prêt hypothécaire | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juillet 2020, 30 septembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 217 | 2020 | 2019/20 | MINUSS | Fraude | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 4 août 2020, 3 novembre 2020 |
| 218 | 2020 | 2019/20 | FISNUA | Exploitation et atteintes sexuelles | Exploitation sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 septembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 219 | 2020 | 2019/20 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles et agression physique | Exploitation sexuelle et agression physique sur la personne d'un adulte | L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime | Non | L'État Membre a indiqué qu'il ne pouvait engager d'action en justice en l'absence de plainte de la victime | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 220 | 2020 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 novembre 2020, 9 février 2021, 3 août 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 221 | 2020 | 2020/21 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 222 | 2020 | 2020/21 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 223 | 2020 | 2020/21 | MINUSMA | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 224 | 2020 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 novembre 2020, 3 février 2021, 3 août 2021 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 225 | 2020 | 2020/21 | PNUD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Après avoir examiné les allégations, les autorités de l'État Membre ont décidé de n'engager aucune poursuite | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 novembre 2020 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 226 | 2020 | 2020/21 | PNUE | Fraude/corruption/vol | Détournement de fonds du PNUE | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 novembre 2020, 2 février 2021, 3 août 2021 |
| 227 | 2020 | 2020/21 | DSS | Agression physique | Agression physique sur la personne d'un(e) conjoint(e) séparé(e) | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 novembre 2020, 2 février 2021, 3 août 2021 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 228 | 2020 | 2020/21 | HCR | Fraude | Détournement de fonds du HCR | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 décembre 2020, 3 mars 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 229 | 2020 | 2020/21 | Secrétariat | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 230 | 2020 | 2020/21 | FNUAP | Exploitation et atteintes sexuelles | Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 décembre 2020, 3 mars 2021 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 231 | 2020 | 2020/21 | UNRWA | Vol/corruption/fraude | Détournement de fonds de l'UNRWA | Les autorités nationales ont ouvert une enquête et engagé une procédure | Non | Aucune information communiquée par les autorités nationales | 4 décembre 2020, 3 mars 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par les autorités nationales |
| 232 | 2020 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 janvier 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 233 | 2020 | 2020/21 | ONUDC | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 février 2021, 5 mai 2021, 1er novembre 2021 |
| 234 | 2020 | 2020/21 | HCR | Fraude | Fraude présumée et détournement d'argent liquide | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 février 2021, 5 mai 2021, 1er novembre 2021 |
| 235 | 2020 | 2020/21 | HCR | Fraude | Fraude présumée et détournement d'argent liquide | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 février 2021, 5 mai 2021, 1er novembre 2021 |
| 236 | 2020 | 2020/21 | CSRE | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 2 février 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 237 | 2020 | 2020/21 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 mars 2021, 1er juin 2021, 30 novembre 2021 |
| 238 | 2020 | 2020/21 | ONUN | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 mars 2021, 1er juin 2021, 30 novembre 2021 |
| 239 | 2020 | 2020/21 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 mars 2021, 1er juin 2021, 30 novembre 2021 |
| 240 | 2020 | 2020/21 | BANUS | Fraude | Présentation de demandes de visa frauduleuses | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 241 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 242 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 243 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 244 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 245 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 246 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 247 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 248 | 2020 | 2020/21 | UNOPS | Fraude | Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 249 | 2020 | 2020/21 | MINUSCA | Exploitation et atteintes sexuelles | Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 250 | 2020 | 2020/21 | MINUSS | Fraude aux prestations | Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 |
| 251 | 2020 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021 : l'ONU a été informée des mesures prises par les autorités nationales |
| 252 | 2021 | 2020/21 | HCR | Corruption/fraude/ exploitation et atteintes sexuelles | Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés, agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 mai 2021, 3 août 2021, 31 janvier 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 253 | 2021 | 2020/21 | HCR | Corruption/fraude | Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 5 mai 2021, 3 août 2021, 31 janvier 2022 |
| 254 | 2021 | 2020/21 | PNUD | Corruption/fraude | Fraude dans la passation d'un marché | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 255 | 2021 | 2020/21 | FINUL | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er juin 2021 |
| 256 | 2021 | 2020/21 | MINUSCA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er juin 2021, 28 février 2022 |
| 257 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 258 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 259 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 260 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 261 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 262 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 263 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 264 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 265 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 266 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 267 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 268 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 269 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 270 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 271 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 272 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 273 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 274 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 275 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 276 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 277 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 278 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 279 | 2021 | 2020/21 | MINURSO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 24 juin 2021, 30 septembre 2021, 31 mars 2022 |
| 280 | 2021 | 2020/21 | FNUAP | Fraude | Détournement de fonds pour l'achat de cartes de données prépayées | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 août 2021, 1er novembre 2021, 25 mai 2022 |
| 281 | 2021 | 2020/21 | PNUE | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 3 août 2021, 1er novembre 2021 |
| 282 | 2021 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 septembre 2021, 30 novembre 2021, 10 juin 2022 |
| 283 | 2021 | 2020/21 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds du HCR | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 284 | 2021 | 2020/21 | PNUD | Exploitation et atteintes sexuelles | Atteinte sexuelle sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 septembre 2021, 30 novembre 2021, 10 juin 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 285 | 2021 | 2020/21 | Secrétariat | Violence/vandalisme | Violence à l'égard d'un ancien partenaire et dommages matériels | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 17 septembre 2021, 30 novembre 2021, 10 juin 2022 |
| 286 | 2012 | 2020/21 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à un prestataire d'assurance maladie | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 septembre 2021, 31 décembre 2021 |
| 287 | 2021 | 2021/22 | MANUA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er novembre 2021 |
| 288 | 2021 | 2021/22 | HCR | Corruption/fraude | Détournement de fonds du HCR | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er novembre 2021, 31 janvier 2022 |
| 289 | 2021 | 2021/22 | MINUSS | Vol | Tentative de vol de pièces détachées de véhicules de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er novembre 2021, 31 janvier 2022 |
| 290 | 2021 | 2021/22 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 1er novembre 2021, 7 février 2022 |
| 291 | 2021 | 2021/22 | PNUD | Corruption/fraude | Fraude aux achats, fausse déclaration, falsification et fausse certification | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 292 | 2021 | 2021/22 | UNSCOL | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 décembre 2021, 31 mars 2022, 12 octobre 2022 |
| 293 | 2021 | 2021/22 | MINUSCA | Corruption | Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 décembre 2021, 31 mars 2022, 12 octobre 2022 |
| 294 | 2021 | 2021/22 | MINUSCA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 décembre 2021, 31 mars 2022, 12 octobre 2022 |
| 295 | 2021 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2022, 12 juin 2023 |
| 296 | 2021 | 2021/22 | HCR | Corruption/fraude | Usage frauduleux de biens fournis par un fournisseur | Une enquête et des poursuites contre un membre du personnel des Nations Unies ont été engagées par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2022, 25 mai 2022 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 297 | 2021 | 2021/22 | PNUD | Fraude aux prestations | Fraude et fausse déclaration aux fins de l'obtention d'une assurance médicale pour un ancien conjoint | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 |
| 298 | 2021 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 |
| 299 | 2021 | 2021/22 | PNUD | Corruption/fraude/vol | Détournement de fonds, fausse déclaration, falsification et fausse certification à l'intention des autorités nationales | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2022, 25 mai 2022, 18 août 2022 |
| 300 | 2021 | 2021/22 | FNUAP | Fraude | Fraude et présentation d'un faux diplôme | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 janvier 2022, 12 juin 2023 |
| 301 | 2021 | 2021/22 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 |
| 302 | 2021 | 2021/22 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 303 | 2021 | 2021/22 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 |
| 304 | 2021 | 2021/22 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 7 février 2022, 25 mai 2022, 12 juin 2023 |
| 305 | 2021 | 2021/22 | MINUSCA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2022, 12 juin 2023 |
| 306 | 2021 | 2021/22 | MINUSCA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2022, 10 juin 2022, 12 juin 2023 |
| 307 | 2021 | 2021/22 | MINUSCA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 28 février 2022, 12 juin 2023 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 308 | 2021 | 2021/22 | ONUN | Corruption/fraude | Fraude aux achats par la présentation de fausses offres de soumissionnaires inexistants | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mars 2022, 12 juin 2023 |
| 309 | 2021 | 2021/22 | FENU | Corruption/fraude/vol | Vol, détournement de fonds, fausse déclaration, falsification et fausse certification aux fins du détournement de fonds sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mars 2022, 12 juin 2023 |
| 310 | 2021 | 2021/22 | HCR | Fraude | Fraude et exploitation d'une personne réfugiée | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 31 mars 2022, 12 juin 2023 |
| 311 | 2022 | 2021/22 | HCR | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 25 mai 2022, 12 juin 2023 |
| 312 | 2022 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 25 mai 2022 |
| 313 | 2022 | 2021/22 | DSS | Agression sexuelle et harcèlement sexuel | Agression sexuelle et harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 25 mai 2022 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 314 | 2022 | 2021/22 | FNUAP | Fraude | Fraude et corruption en lien avec diverses activités d'achats | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juin 2022, 12 octobre 2022 |
| 315 | 2022 | 2021/22 | DMSPC | Fraude | Fraude et détournement de fonds sur un compte privé | Informations demandées par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juin 2022 |
| 316 | 2022 | 2021/22 | HCDH | Agression sexuelle/agression verbale | Agression sexuelle et agression physique sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juin 2022, 12 octobre 2022 |
| 317 | 2022 | 2021/22 | MINUSMA | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 318 | 2022 | 2021/22 | HCR | Fraude | Fraude et exploitation d'une personne réfugiée | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juin 2022, 12 octobre 2022, 12 juin 2023 |
| 319 | 2022 | 2021/22 | MINUSCA | Corruption/fraude | Détournement de fonds appartenant à la police des Nations Unies | Informations demandées par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 10 juin 2022, 12 octobre 2022 : réponse reçue de l'État Membre, qui a demandé des informations complémentaires |
| 320 | 2022 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 321 | 2022 | 2021/22 | HCR | Corruption/fraude | Détournement d'une fonction officielle aux fins de l'obtention d'un gain financier personnel | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 322 | 2022 | 2021/22 | FNUAP | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais de voyage | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 323 | 2022 | 2021/22 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 324 | 2022 | 2021/22 | BANUS | Corruption | Détournement d'une fonction officielle aux fins de l'obtention d'un gain financier personnel | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 325 | 2022 | 2021/22 | Secrétariat | Fraude | Fraude visant divers particuliers | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 326 | 2022 | 2021/22 | UNSU | Corruption/fraude | Fraude et détournement de fonds sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 327 | 2022 | 2021/22 | MINUAD | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 328 | 2022 | 2021/22 | ONU-Femmes | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 329 | 2022 | 2021/22 | UNOPS | Corruption | Détournement d'une fonction officielle aux fins de l'obtention d'un gain financier personnel | Informations demandées par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou qui a demandé des informations complémentaires, voire les deux |
| 330 | 2022 | 2021/22 | MINUSS | Vol | Vol de l'argent personnel d'un membre du personnel des Nations Unies | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 12 octobre 2022, 12 juin 2023 |
| 331 | 2022 | 2021/22 | PNUD | Fraude | Fraude aux achats par la présentation de faux documents | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 12 octobre 2022 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 332 | 2022 | 2022/23 | MONUSCO | Agression sexuelle et harcèlement sexuel | Agression sexuelle et harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte | Une enquête a été ouverte par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre |
| 333 | 2022 | 2022/23 | UNICEF | Agression sexuelle et harcèlement sexuel | Agression sexuelle et harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 12 juin 2023 |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 334 | 2022 | 2022/23 | HCR | Fraude | Fraude par la communication de fausses informations en vue de faire en sorte que le HCR apporte appui et protection à des personnes ne pouvant y prétendre | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 12 juin 223 |
| 335 | 2023 | 2022/23 | FINUL | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 12 juin 2023 |
| 336 | 2023 | 2022/23 | FNUAP | Fraude | Falsification et présentation de faux bons de commande de l'ONU en vue d'acquérir des biens et des services pour un usage personnel | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés |
| 337 | 2023 | 2022/23 | UNOPS | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés |
| 338 | 2023 | 2022/23 | UNOPS | Fraude | Fraude aux achats par l'attribution de contrats à des sociétés ayant un lien avec des membres de sa famille | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés |

| *Affaire n°* | *Année du renvoi* | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)* | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* | *Date(s) du suivi* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 339 | 2023 | 2022/23 | FNUAP | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés |
| 340 | 2023 | 2022/23 | ONUDC | Fraude | Usurpation d'identité et usage de faux documents | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés |
| 341 | 2023 | 2022/23 | UNOPS | Fraude | Fraude au carburant par la présentation de demandes de carburant artificiellement gonflées | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | 30 juin 2023 |
| 342 | 2023 | 2022/23 | UNOPS | Corruption/fraude | Détournement de fonds sur un compte privé | Aucune information communiquée par l'État Membre | Non | Aucune information communiquée par l'État Membre | Les trois mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés |

*Abréviations* : BANUS : Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie ; BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CSRE : Centre de services régional d'Entebbe ; DMSPC : Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité du Secrétariat de l'ONU ; DSS : Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU ; FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FISNUA : Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MANUSOM : Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUS : Mission des Nations Unies au Soudan ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MINUT : Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste ; MONUC : Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ; ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; ONUN : Office des Nations Unies à Nairobi ; PAM : Programme alimentaire mondial ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNIFEM : Fonds de développement des Nations Unies pour la femme ; UNJSPF : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; UNSCOL : Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban ; UNSOA : Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie ; UNSU : Syndicat du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

# Annexe II

## Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies depuis le 1er juillet 2016

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 2016/17 | ONU-Habitat | Exploitation et atteintes sexuelles | Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne de mineurs | L'enquête n'a abouti à aucune poursuite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 2 | 2016/17 | TPIR | Menace de mort | Menaces de mort écrites | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 3 | 2016/17 | Secrétariat | Fraude aux prestations | Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 4 | 2016/17 | MINUSCA/FINUL | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 5 | 2016/17 | MINUSTAH | Vol/activités de bandes organisées/détention illégale d'arme à feu | Association avec une bande organisée impliquée dans des vols de véhicules et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 6 | 2016/17 | MONUSCO | Fraude | Vente frauduleuse de biens et émission de chèques sans provision | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 7 | 2016/17 | MONUSCO | Trafic d'espèces menacées d'extinction | Trafic d'espèces menacées d'extinction (ivoire) | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 8 | 2016/17 | Mission des Nations Unies en Colombie | Exploitation et atteintes sexuelles | Harcèlement sexuel à l'encontre d'un adulte ayant refusé une demande de faveurs sexuelles | L'enquête n'a abouti à aucune poursuite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | 2016/17 | Mission des Nations Unies en Colombie | Menace d'agression physique | Menaces proférées à l'encontre d'un adulte lors d'une séparation | L'enquête n'a abouti à aucune poursuite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 10 | 2016/17 | BINUGBIS | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle et viol sur la personne d'un mineur | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 11 | 2016/17 | MINUL | Vol/fraude | Vol de fonds et de fraude résultant du non-paiement de dettes | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 12 | 2016/17 | MINUL | Non-paiement d'une dette | Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant | Demande retirée par le/la requérant(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 13 | 2016/17 | MINUL | Non-paiement d'une dette | Contentieux de la paternité et non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant | Une enquête ou des poursuites sont en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 14 | 2016/17 | MINUL | Non-paiement d'une dette | Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 15 | 2016/17 | MINUSS | Sédition | Activités subversives, notamment la fourniture d'un appui aux forces de l'opposition | Abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 16 | 2016/17 | MINUSS | Infraction routière | Accident de circulation | Abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 17 | 2016/17 | MINUSS | Adultère | Liaison extraconjugale | Paiement d'une amende | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 18 | 2016/17 | MANUA | Infraction routière | Accident de circulation ayant entraîné la mort | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 19 | 2016/17 | Département de la sûreté et de la sécurité | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 20 | 2016/17 | MIFRTP | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne mineurs | L'enquête n'a abouti à aucune poursuite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21 | 2016/17 | CCNUCC | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un adulte | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 22 | 2016/17 | Secrétariat | Infraction routière | Excès de vitesse | Jugement rendu | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 23 | 2016/17 | Secrétariat | Infraction routière | Non-respect de la priorité aux piétons et conduite sans permis | Jugement rendu | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 24 | 2016/17 | UNITAR | Infraction routière | Non-respect des règles de priorité à un croisement, ayant entraîné des blessures | Jugement rendu | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 25 | 2016/17 | UNICEF | Infraction routière | Excès de vitesse | Jugement rendu | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 26 | 2016/17 | FINUL | Infraction liée à la drogue | Usage de drogues illicites | Enquête terminée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 27 | 2016/17 | FINUL | Fraude/falsification | Utilisation d'un faux document du gouvernement | Abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 28 | 2017/18 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 29 | 2017/18 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 30 | 2017/18 | MONUSCO | Complicité de meurtre | Complicité de meurtre | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 31 | 2017/18 | MONUSCO | Complicité de meurtre | Complicité de meurtre | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 32 | 2017/18 | MONUSCO | Menace de mort | Menaces de mort | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 33 | 2017/18 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34 | 2017/18 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 35 | 2017/18 | BINUGBIS | Infraction routière | Accident de circulation ayant entraîné la mort | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 36 | 2017/18 | MANUA | Consommation d'alcool/agression physique | Consommation d'alcool et agression physique d'agents de police | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 37 | 2017/18 | MINUAD | Terrorisme/atteinte à la sûreté de l'État | Terrorisme et atteinte à la sûreté de l'État | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 38 | 2017/18 | MINUL | Vol/fraude | Fraude immobilière | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable d'outrage à magistrat : poursuites pour fraude en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 39 | 2017/18 | MINUL | Vol/fraude | Participation à la vente de biens volés | Demande retirée par le/la requérant(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 40 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 41 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 42 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 43 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 44 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 45 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 46 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 47 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 48 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 49 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 50 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 51 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 52 | 2017/18 | MINUL | Fraude | Non-paiement d'une dette | Inconnu ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 53 | 2017/18 | MINUSS | Exploitation et atteintes sexuelles | Exploitation sexuelle d'un adulte | Affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 54 | 2017/18 | HCR | Infraction routière | Excès de vitesse | Jugement rendu | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 55 | 2017/18 | Secrétariat | Infraction routière | Excès de vitesse | Jugement rendu | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 56 | 2017/18 | FNUAP | Exploitation et atteintes sexuelles | Exploitation sexuelle d'un adulte | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 57 | 2017/18 | OSASG-Chypre | Infraction routière | Utilisation d'un véhicule à moteur sans certificat ni vignette | Paiement d'une amende | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 58 | 2017/18 | MINUSS | Fraude | Vente frauduleuse de biens de tiers | Règlement amiable ; plainte retirée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 59 | 2017/18 | MINUSS | Atteinte à la pudeur d'une femme | Diffusion de fausses informations sur la nature d'une relation avec une femme | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 60 | 2017/18 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 61 | 2017/18 | MONUSCO | Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger | Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 62 | 2017/18 | MONUSCO | Violation des règles de sécurité routière | Modification de la signalisation horizontale | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 63 | 2017/18 | MONUSCO | Troubles à l'ordre public | Participation aux activités de milices, à des incendies criminels et à des troubles à l'ordre public | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 64 | 2017/18 | MONUSCO | Fraude | Vente frauduleuse de biens | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 65 | 2017/18 | MONUSCO | Détention et imputation abusives | Détention et imputation abusives | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 66 | 2017/18 | MONUSCO | Arrestation arbitraire et imputation abusive | Arrestation arbitraire et imputation abusive | Aucune information n'a été communiquée ; affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 67 | 2017/18 | UNRWA | Fraude | Faux et usage de faux | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 68 | 2017/18 | UNRWA | Infraction liée à la drogue | Possession et usage de drogues illicites | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 69 | 2017/18 | UNRWA | Contrefaçon | Contrefaçon | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 70 | 2017/18 | UNRWA | Infraction liée à la drogue | Possession et usage de drogues illicites | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 71 | 2017/18 | UNRWA | Infraction routière | Conduite d'un véhicule à moteur causant un blessé | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 72 | 2017/18 | MINURSO | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un adulte | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 73 | 2017/18 | MONUSCO | Harcèlement sexuel | Harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte | L'enquête n'a abouti à aucune poursuite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 74 | 2017/18 | Secrétariat | Corruption | Réception de pots-de-vin | Enquête arrêtée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 75 | 2018/19 | MONUSCO | Adultère | Liaison extraconjugale | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) ; en appel | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 76 | 2018/19 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 77 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 78 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Acquisition frauduleuse d'un bien | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 79 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Non renseigné ; le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 80 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Établissement d'un chèque sans provision | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 81 | 2018/19 | MONUSCO | Sédition | Association illégale avec des groupes armés | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 82 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 83 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies | Abandon des poursuites | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 84 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 85 | 2018/19 | MONUSCO | Occupation illégale d'un bien immobilier | Occupation illégale d'un bien immobilier | Jugement rendu | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 86 | 2018/19 | MONUSCO | Harcèlement | Prise en photo d'une personne sans autorisation | Règlement amiable. Plainte retirée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 87 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude/falsification | Vente frauduleuse de biens et utilisation de faux documents | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 88 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 89 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 90 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 91 | 2018/19 | MONUSCO | Agression physique/fraude | Coups et blessures involontaires et non-paiement de la facture d'hôpital de la victime | Règlement amiable ; plainte retirée | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 92 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 93 | 2018/19 | MONUSCO | Agression physique | Agression physique sur la personne d'un adulte | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 94 | 2018/19 | MONUSCO | Agression physique | Agression physique sur la personne d'un adulte | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 95 | 2018/19 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 96 | 2018/19 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Abandon des poursuites | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 97 | 2018/19 | MINUSMA | Vol à main armée | Participation à un vol à main armée dans une entreprise locale | Une enquête ou des poursuites sont en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 98 | 2018/19 | MINUAD | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 99 | 2018/19 | Secrétariat | Détention illégale d'arme à feu | Violation d'une loi relative à la possession d'armes à feu et menaces au moyen d'une arme à feu | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 100 | 2018/19 | Secrétariat | Infraction routière | Conduite en état d'ivresse ayant causé un accident | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 101 | 2018/19 | UNRWA | Menace de mort | Menaces avec une arme à feu | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 102 | 2018/19 | Secrétariat | Agression | Agression physique sur la personne d'un adulte | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 103 | 2018/19 | Secrétariat | Fraude | Fraude moyennant la falsification de documents n'émanant pas de l'ONU visant à obtenir des subventions auprès des autorités locales | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 104 | 2018/19 | UNICEF | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | L'enquête n'a abouti à aucune poursuite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 105 | 2018/19 | PNUD | Exploitation et atteintes sexuelles | Agression sexuelle sur la personne d'un mineur | Affaire classée ; résultat de l'enquête et des poursuites sous scellés | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 106 | 2018/19 | MONUSCO | Non renseigné | Litige concernant le lieu d'habitation | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 107 | 2018/19 | UNICEF | Fraude | Fraude aux visas | Enquête terminée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 108 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 109 | 2019/20 | MONUSCO | Vol/fraude | Vol et extorsion/fraude | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 110 | 2019/20 | MONUSCO | Non-paiement d'une dette | Non-paiement de la pension alimentaire des enfants | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 111 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Affaire classée ; abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 112 | 2019/20 | MONUSCO | Aide à la réalisation d'un avortement | Aide à la réalisation d'un avortement | Affaire classée ; abandon des poursuites | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 113 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude | Infraction ayant trait à une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 114 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 115 | 2019/20 | MONUSCO | Vol | Infraction ayant trait à une dette | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 116 | 2019/20 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 117 | 2019/20 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 118 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude | Établissement d'un chèque sans provision | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 119 | 2019/20 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Affaire classée ; abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 120 | 2019/20 | MONUSCO | Tentative d'enlèvement, menace et diffamation | Tentative d'enlèvement, menace et diffamation | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 121 | 2019/20 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 122 | 2019/20 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 123 | 2019/20 | Secrétariat | Infraction liée au recouvrement d'une dette | Manquement aux obligations de paiement résultant d'une décision de justice | Dette réglée ; affaire classée | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 124 | 2019/20 | MINUAD | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Jugement cassé en appel | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 125 | 2019/20 | MINUAD | Exploitation et atteintes sexuelles | Enlèvement et viol sur la personne d'un adulte | Affaire classée ; abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 126 | 2019/20 | MINUSMA | Agression, contrainte, torture | Agression physique, contrainte, non-assistance à personne en danger, abandon et torture sur la personne d'un mineur | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable d'agression et non coupable de contrainte et non-assistance à personne en danger | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 127 | 2019/20 | MINUSS | Non renseigné | Non renseigné | Abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 128 | 2019/20 | MINUSS | Fraude | Non-paiement d'une dette | Règlement amiable ; plainte retirée | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 129 | 2019/20 | MINUSS | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Affaire classée ; abandon des poursuites | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 130 | 2019/20 | MINUSS | Fraude | Non-paiement d'une dette | Règlement amiable ; le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette. | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 131 | 2019/20 | MINUSS | Fraude | Non-paiement d'une dette | Affaire classée ; le défendeur s'est acquitté de la totalité de sa dette | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 132 | 2019/20 | FINUL | Agression | Agression physique d'un partenaire domestique | Affaire classée ; abandon des poursuites | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 133 | 2019/20 | Secrétariat | Agression | Agression physique d'un (ancien) partenaire domestique | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 134 | 2019/20 | MINUSTAH | Non renseigné | Traite de personnes | Affaire classée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 135 | 2019/20 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 136 | 2019/20 | MONUSCO | Adultère | Liaison extraconjugale | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 137 | 2020/21 | MONUSCO | Enlèvement d'enfant | Enlèvement d'un enfant | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 138 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude | Défaut de paiement d'une dette/abus de confiance | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 139 | 2020/21 | MONUSCO | Diffamation | Diffamation | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 140 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Affaire classée | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 141 | 2020/21 | MONUSCO | Abandon d'enfant | Abandon d'un enfant | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 142 | 2020/21 | MONUSCO | Contrefaçon | Contrefaçon | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 143 | 2020/21 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 144 | 2020/21 | MONUSCO | Agression physique, menaces de mort et abandon d'enfant | Agression physique, menaces de mort et abandon d'enfant | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 145 | 2020/21 | MONUSCO | Agression | Violence domestique | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 146 | 2020/21 | MONUSCO | Abandon d'enfant | Abandon d'un enfant | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 147 | 2020/21 | MONUSCO | Rétention illégale de document | Rétention illégale de document | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 148 | 2020/21 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 149 | 2020/21 | MONUSCO | Fraude | Fraude | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 150 | 2020/21 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 151 | 2020/21 | MINUAD | Fraude | Fraude | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 152 | 2020/21 | MINUSS | Adultère | Liaison extraconjugale | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 153 | 2020/21 | MINUSS | Infraction routière | Accident de circulation | Affaire classée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 154 | 2020/21 | MINUSS | Fraude | Fraude | Règlement amiable Affaire classée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 155 | 2020/21 | MINUSS | Adultère | Liaison extraconjugale | Règlement amiable ; affaire classée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 156 | 2020/21 | MINUSS | Adultère | Liaison extraconjugale | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 157 | 2020/21 | MINUSS | Infraction routière | Accident de circulation | Affaire classée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 158 | 2020/21 | MINUSS | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Aucune information n'a été communiquée : affaire réputée sans suite | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 1159 | 2021/22 | UNFICYP | Infraction routière | Accident de circulation | Enquête terminée | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 160 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude/agression physique | Non-versement d'un salaire et agression physique | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 161 | 2021/22 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Exploitation et atteintes sexuelles | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 162 | 2021/22 | MONUSCO | Agression physique | Agression physique | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 163 | 2021/22 | MONUSCO | Destruction de biens privés et vol | Destruction de biens privés et vol | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 164 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 165 | 2021/22 | MONUSCO | Vol | Vol | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 166 | 2021/22 | MONUSCO | Association avec un groupe armé, meurtre et vol | Association avec un groupe armé, meurtre et vol | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 167 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Fraude | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 168 | 2021/22 | MONUSCO | Agression physique | Agression physique | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 169 | 2021/22 | MONUSCO | Non-paiement d'une dette | Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 170 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Fraude | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 171 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Fraude | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 172 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Fraude | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 173 | 2021/22 | MONUSCO | Menace de mort | Menace de mort | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 174 | 2021/22 | MINUSS | Fraude | Non-paiement d'une dette | Accord de règlement à l'amiable | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 175 | 2021/22 | MINUSS | Traite | Traite des personnes | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 176 | 2021/22 | MINUSS | Contrefaçon | Contrefaçon | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 177 | 2021/22 | MONUSCO | Exploitation et atteintes sexuelles | Viol sur la personne d'un mineur | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 178 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Abus de confiance | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 179 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 180 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 181 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 182 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 183 | 2021/22 | MONUSCO | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 184 | 2021/22 | MONUSCO | Infraction routière | Non-assistance à personne en danger et délit de fuite | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 185 | 2022/23 | MONUSCO | Non renseigné | Dispute conjugale | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 186 | 2022/23 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 187 | 2022/23 | MONUSCO | Non renseigné | Non renseigné | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 188 | 2022/23 | MONUSCO | Agression physique | Agression physique | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 189 | 2022/23 | MONUSCO | Occupation illégale d'un bien immobilier | Occupation illégale d'un bien immobilier | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 190 | 2022/23 | MONUSCO | Menace de mort | Menace de mort | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |
| 191 | 2022/23 | MONUSCO | Fraude | Vente irrégulière d'un bien immobilier et association de malfaiteurs | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 192 | 2022/23 | MONUSCO | Fraude | Émission d'un chèque sans provision | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 193 | 2022/23 | MONUSCO | Abandon de famille | Abandon de famille | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 194 | 2022/23 | MANUI | Détournement d'appareils de communication | Diffusion d'images à caractère pornographique | Enquête ou poursuites en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 195 | 2022/23 | MANUA | Agression physique | Agression physique | Enquête en cours | Non | Aucune information n'a été communiquée |
| 196 | 2022/23 | MINUSS | Recel et fraude | Recel de véhicules volés et fraude | L'auteur(e) des faits a été reconnu(e) coupable et condamné(e) du chef de recel. L'enquête sur les allégations de fraude se poursuit. | Non | Aucune information n'a été communiquée |

| *Numéro*[a] | *Période couverte par le rapport* | *Entité des Nations Unies* | *Type(s) d'infraction(s)* | *Résumé des allégations* | *Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires* | *Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)*[b] | *Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 197 | 2022/23 | MINUSS | Fraude | Non-paiement d'une dette | Enquête en cours | Oui | Aucune information n'a été communiquée |

*Abréviations* : BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MIFRTP : Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; OSASG-Chypre : Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda ; UNFICYP : Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

[a] D'autres affaires ont été signalées mais les États Membres concernés ne souhaitaient pas qu'elles figurent dans le présent rapport.

[b] Lorsqu'un État Membre présente une demande de levée de l'immunité, il est procédé à un examen officiel visant à déterminer si celle-ci s'applique ou non dans l'affaire en question. On trouvera de plus amples informations sur la pratique de l'ONU en la matière dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote A/63/331.